



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays-de-la-Loire

**Décision de la Mission régionale
d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire
après examen au cas par cas
Mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS)
de la commune déléguée de Mesnil-en-Vallée (49)**

n°MRAe 2017-2714

Décision relative à une demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du code de l'urbanisme

La présidente de la Mission régionale d'autorité environnementale,

- Vu** la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du Parlement européen et du Conseil relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-2, L.104-3, R.104-21 et R.104-28 et suivants ;
- Vu** l'arrêté du 12 mai 2016 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas relative à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS), déposée par la commune nouvelle de Mauges-sur-Loire, reçue le 21 septembre 2017 ;
- Vu** la consultation de l'agence régionale de santé du 27 septembre 2017 et sa réponse du 5 octobre 2017 ;
- Vu** la consultation de la direction départementale des territoires du 27 septembre 2017 et sa réponse du 17 octobre 2017 ;
- Vu** la décision de la MRAe des Pays-de-la-Loire du 28 juin 2016 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la consultation des membres de la mission d'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire faite par sa présidente le 30 octobre 2017 ;

Considérant que la présente procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS) de la commune déléguée de Mesnil-en-Vallée vise, via la suppression de la trame « terrain cultivé à protéger » sur l'emprise du projet, à permettre la réalisation d'un futur équipement public en continuité du pôle scolaire existant au sud du bourg, comprenant un accueil périscolaire de 50 places, un restaurant scolaire de 100 places et un accueil de loisirs de 40 places ;

Considérant qu'actuellement ces trois activités sont géographiquement éloignées de l'école maternelle et primaire, générant de nombreux allers-retours pour les enfants inscrits à la cantine et à l'accueil périscolaire, que les locaux sont vétustes et nécessitent une mise aux normes ;

Considérant que la commune déléguée fait partie de la commune nouvelle de Mauges-sur-Loire dont le plan local d'urbanisme est en cours de réalisation ; que le déplacement de ces équipements publics présente un caractère d'urgence ;

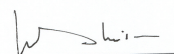
Considérant que l'équipement public prévu est situé dans le bourg en continuité des équipements existants et que les dispositifs d'assainissement collectif et de gestion des eaux pluviales présentent des caractéristiques qui permettent de collecter les eaux usées et pluviales du futur équipement public ; que la station d'épuration existante au nord-ouest de l'agglomération est suffisante pour absorber l'ensemble des rejets générés ;

- Considérant** que trois hypothèses d'implantation du futur bâtiment public ont été analysées en fonction des différents enjeux en présence afin de retenir la plus pertinente du point de vue des objectifs du projet et de la préservation des vues, notamment ;
- Considérant** que la Chapelle du cimetière située à proximité immédiate du projet est inscrite à l'inventaire des monuments historiques depuis 1969 et, qu'en conséquence, l'architecte des Bâtiments de France est consulté dans le cadre du projet ;
- Considérant** qu'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est créée afin d'encadrer l'aménagement du site ; qu'à ce titre seront conservés une bande enherbée d'environ 15 m de largeur le long de la rue de la Chapelle, au sud de la parcelle ABO147, le mur en pierre existant en le déplaçant et l'intégrant au projet, et le pin parasol ;
- Considérant** que par sa superficie limitée (0,15 ha) et ses caractéristiques, le projet sera sans incidence sur le site Natura 2000 « Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et ses annexes » situé à 930 mètres ;
- Considérant** que le site est suffisamment éloigné de parcelles agricoles sur lesquelles pourrait être pratiquée la pulvérisation de produits potentiellement dangereux pour la santé des enfants (phytosanitaires, engrais...) ;
- Considérant** que la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS) de la commune déléguée de Mesnil-en-Vallée, au vu des éléments disponibles à ce stade, ne peut être considérée comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement et du conseil,

DECIDE :

- Article 1** : La procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du plan d'occupation des sols (POS) de la commune déléguée de Mesnil-en-Vallée n'est pas soumise à évaluation environnementale.
- Article 2** : La présente décision, délivrée en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives et/ou des procédures de consultation auxquelles les projets permis par le document d'urbanisme peuvent être soumis.
- Article 3** : En application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, la présente décision sera jointe au dossier d'enquête publique.
- Article 4** : La présente décision sera publiée sur le site internet de la MRAe et de la DREAL des Pays-de-la-Loire.

Fait à Nantes, le 9 novembre 2017
La présidente de la MRAe des Pays-de-la-Loire



Fabienne ALLAG-DHUISME

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle soumet un plan ou programme à évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R.122-18 du code de l'environnement.

Le recours gracieux ou le RAPO doit être adressé à :

Madame la Présidente de la MRAe
DREAL des Pays-de-la-Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44263 NANTES Cedex 2

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Le recours contentieux à l'encontre d'une décision de soumission à évaluation environnementale doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.

Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette
B.P. 24111
44041 NANTES Cedex

Le recours hiérarchique est formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai de recours contentieux ;

Il est adressé à :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Ministère de la transition écologique et solidaire
92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex